

des phrases sonores et ronflantes que du point de vue du chômage le pire était passé. Quelqu'un parmi les membres du gouvernement a-t-il déjà tenté de déterminer le nombre de ces gens qui n'ont pas droit à l'assurance-chômage et qui, depuis de longs mois, ne se sont jamais approchés d'un bureau de la Commission d'assurance-chômage? L'hiver dernier, dans la région de Vancouver, on en comptait 10,000. Tous ces gens qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage ne figurent plus dans les chiffres que le gouvernement canadien fournit à la Chambre. Presque toutes les personnes âgées de plus de 35 ans, et particulièrement celles âgées de plus de 40 ans, à qui on dit qu'elles sont trop vieilles pour trouver de l'emploi, sont depuis longtemps rayées des listes de la Commission d'assurance-chômage.

On nous dit que l'an dernier, l'effectif ouvrier du Canada n'a augmenté que de 1.16 p. 100. Le gouvernement aime toujours à se vanter du nombre croissant de travailleurs au Canada. Comme je l'ai déjà dit, notre population a augmenté, l'an dernier, de 2.2 p. 100, tandis que notre effectif ouvrier n'a accusé qu'une augmentation de 1.16 p. 100. A mon sens, cela prouve assez clairement que le chômage augmente au Canada, au lieu de diminuer comme le gouvernement cherche à le faire croire à la population canadienne. Je n'en donnerai qu'un petit exemple. Si réellement nous étions en voie de sortir de la régression économique, si nous étions véritablement sur le chemin du redressement, pourquoi lirait-on dans les nouvelles que, dans une de nos dix provinces, environ 25 p. 100 des gens reçoivent des prestations de bien-être social ou des secours? Cela ne ressemble pas à un retour à la prospérité.

On se fonde sur l'activité de l'industrie pour affirmer que nous sommes sur la voie du redressement économique. Encore une fois, si l'on considère l'accroissement de la population, les changements dans les prix, et le volume de la production, on constate que nous tirons de l'arrière, plutôt que de sortir de la régression. J'ai devant moi des chiffres qui illustrent la production industrielle pour le mois de décembre 1958 comparativement au mois de décembre 1956; pour cet indice, on a pris 1956 comme période de base. En décembre 1956, l'indice se situait à 154, tandis qu'en décembre 1958, il n'était qu'à 148.2. L'extraction minière nous fournit un autre bon exemple. En décembre 1957, l'indice de l'extraction minière était à 217.6; en décembre 1958, il se situait à 214.6. Ces indices sont fondés sur le volume, et non sur la valeur en argent des ventes de l'année.

Je ne vois pas comment le ministre peut, comme un magicien tire un lapin d'un chapeau, fonder un budget sur un accroissement de 7 p. 100 dans le produit national brut pour 1959, car ce n'est là que 2 p. 100 de moins que l'essor industriel le plus considérable que le Canada ait connu depuis la fin de la guerre. Il est allé une fois jusqu'à 9 p. 100. L'an dernier, notre produit national brut a augmenté de 1 p. 100 en volume, mais, de fait, il a diminué en moyenne par personne. Malgré cela, le ministre dit qu'il s'attend à une avance de 7 p. 100 et ses prédictions sont très importantes, monsieur l'Orateur, car le succès du budget fédéral, dans son ensemble, repose sur le degré de précision des prédictions du ministre.

Pour ce qui est de la défense nationale, tout le pays est dans un état de confusion. Nous ignorons la politique du gouvernement à cet égard et nous n'avons pas assez de renseignements pour déterminer ce qu'est la politique de l'opposition à ce sujet. Nous ne connaissons rien de la politique du gouvernement dans le domaine des transports, et cependant on nous demande de subventionner du moins les transports ferroviaires. Le ministre n'a pas cherché à résoudre le problème des finances des autres échelons de gouvernement. Au lieu de convoquer une conférence fédérale-provinciale, il rencontrera les ministres des Finances des provinces. Dans le domaine du financement de l'État, je crois que le ministre a fait une grave erreur l'autre jour lorsqu'il a déclaré que ces emprunts publics seraient de 850 millions de dollars. Il a omis de signaler qu'il devrait emprunter cette année quelque \$1,350,000,000 en vue de refinancer les obligations du gouvernement qui échoient en 1959. Si l'on ajoute ce montant à celui de 850 millions, on voit que les obligations et autres valeurs du gouvernement fédéral qu'il faudra financer cette année se chiffreront par \$2,200,000,000, contre \$2,250,000,000 l'an dernier, sans tenir compte de l'emprunt de conversion. Si l'on ne tient pas compte de l'emprunt de conversion, on voit que le ministre émettra cette année presque le même montant d'obligations du gouvernement et de bons du Trésor que l'an dernier.

Je sais que le ministre emploie un langage précis, mais, de fait, le pays a été faussement appelé à croire que les emprunts de l'État, cette année, ne seraient que de la moitié de ce qu'ils ont été l'an dernier. Les faits indiquent que le ministre empruntera 2,200 millions de dollars cette année, contre 2,250 millions l'an dernier. Quand il dit qu'il s'agit là du retrait d'autant de la dette, et que la dette n'augmentera que de 850 millions de dollars, je sais qu'il a raison, mais en